

CE MONDE QUI BOUGE

Le jackpot de Trump en Arabie, l'Iran et Israël

C'est bien cher payé l'appui de Donald Trump. Les Saoudiens ont dû casser leur tirelire et ont signé des méga-contrats. Leur valeur «dépassé les 380 milliards de dollars», a déclaré le ministre saoudien des Affaires étrangères Adel al-Jubeir lors d'une conférence de presse avec son homologue américain Rex Tillerson. Un véritable jackpot. Au total, 34 accords (défense, pétrole et transport aérien), avec 110 milliards de dollars pour des ventes d'armements à Riyad visant en particulier à contrer les «menaces iraniennes» (dixit Rex Tillerson), ont été signés samedi à Riyad. Ce dernier contrat a été présenté par le porte-parole de la Maison Blanche, Sean Spicer, comme «l'accord d'armements le plus important de l'histoire des Etats-Unis». Autre cadeau à la famille Trump, déjà milliardaire, cette promesse de l'Arabie Saoudite et de ses alliés du Golfe, de 100 millions de dollars pour un projet de fonds de partenariat féminin piloté par Ivanka, la fille aînée de Donald Trump.



Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

Et pourquoi toute cette générosité saoudienne envers un homme qui n'a cessé d'insulter les Arabes et les musulmans de la planète jusqu'à vouloir leur interdire l'entrée sur le territoire américain ? Cette générosité a un nom : l'Iran, pays accusé par Donald Trump, dans son discours prononcé à Riyad devant un parterre d'une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement arabes et musulmans sunnites, d'attiser «les feux du conflit confessionnel et du terrorisme». Ainsi, pour 380 milliards de dollars, Donald Trump a dit les mots que les Saoudiens et leurs alliés arabes voulaient entendre. Des mots qui ne vont pas déplaire à l'autre ennemi déclaré de l'Iran, Israël, tout en s'abstenant d'évoquer devant ses obligés arabes et musulmans, qui ne lui ont d'ailleurs rien demandé, la question palestinienne. Reste que l'attentat de Manchester n'est pas le fait des chiïtes, mais bien des salafistes sunnito-wahhabites de Daesh.

L'imprévisible Président américain, capable de changer de position aussi vite que son ombre, n'est donc pas reparti de Riyad les mains vides. Outre un portefeuille bien garni au profit des multinationales américaines, il a jeté les bases d'un axe Riyad-Tel Aviv contre l'Iran. Reste à savoir si cela va l'aider à se sortir des problèmes dans lesquels il s'est empêtré aux Etats-Unis, notamment ses liens avec la Russie, sur lesquels enquête un procureur. Problèmes qui peuvent lui jouer un mauvais tour comme ce fut le cas pour Richard Nixon contraint de quitter son poste en août 1974 (affaire du Watergate).

L'annonce de la signature de ces méga-contrats est intervenue le jour de la réélection du Président iranien Hassan Rohani, qui a obtenu 23,5 millions de voix, soit 57% des votes exprimés contre 38,3% pour le conservateur Ebrahim Raïssi, pourtant soutenu par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei. Mieux, par rapport à l'élection présidentielle de 2013 où il avait obtenu 18,6 millions de voix (50,7%), Rohani a augmenté son score de près de 5 millions de voix. Et avec un taux de participation de 73% contre à peine 50,1% en 2013. Il n'empêche, comble de l'hypocrisie, Rex Tillerson a dit espérer «que M. Rohani rétablisse les droits des Iraniens à la liberté d'expression et d'association» ! Et ses alliés arabes et autres régimes autoritaires musulmans, ils en sont exempts ?

Deuxième étape de son périple moyen-oriental, Israël et la Palestine. Le jour de son arrivée à Tel-Aviv, un jeune Palestinien a été tué à Bethléem, un de plus. Depuis l'arrivée de Trump à la Maison Blanche, Benjamin Netanyahu se sent pousser des ailes. Ça chauffe sur le front israélo-syrien. Vendredi, quatre avions israéliens ont bombardé une cible militaire près de Palmyre, officiellement c'est le Hezbollah qui était ciblé, puis dimanche dans les monts Qalamoun Liban, contre le même Hezbollah. Quelques jours avant, le 18 mai, des avions américains avaient bombardé un convoi militaire syrien qui se dirigeait vers la ville d'Al-Tanaf, à proximité de la Jordanie, où des forces spéciales américaines et britanniques forment et encadrent des insurgés syriens.

Certes, les USA et leurs obligés israéliens affirment ne pas vouloir aller plus loin en Syrie. Mais cette nervosité américano-israélienne n'est pas sans rapport avec le recul enregistré par les groupes islamistes syriens, en particulier Tahrir Cham (coalition islamo-djihadiste créée en janvier dernier et pilotée par Fatah Cham, la filiale syrienne d'alQaïda). Et ces raids US contre l'armée syrienne soutenue par Moscou, Téhéran et le Hezbollah libanais, ne visent rien de moins qu'à assurer à Tahrir Cham et à son concurrent salafiste Ahrar Cham, le contrôle de territoires dans la perspective d'un accord de partage du pays voulu par Washington et ses alliés occidentaux, turcs et arabes.

Quant à la Palestine...

H. Z.

APPRECIATION FRANÇAISE SUR LE RÔLE DE L'ALGÉRIE AU MALI

Le Quai d'Orsay rectifie le tir

Si les propos du nouveau Président français à Gao, lors de son voyage éclair du 19 mai, ont pour le moins interrogé et quelque peu interloqué plus d'un Algérien, le point de presse français de lundi dernier des affaires étrangères a permis au porte-parole des AE français de revenir sur les propos du Président en faisant un virage à 180°. Pouvaient-ils en être autrement puisque comme il a été dit face à la presse, «l'Algérie est un acteur essentiel pour la sécurité du Sahel et du Mali en particulier» ?

«Qu'attendez-vous de plus de l'Algérie pour renforcer le processus de paix au Mali ?» C'est la question posée au porte-parole des AE français. Cette question, faut-il le rappeler, est venue très opportunément suite aux propos d'Emanuel Macron, le nouveau Président français, qui déclarait, lors de sa visite la semaine dernière à Gao, au Mali : «J'aurai une exigence renforcée à l'égard des Etats du Sahel et de l'Algérie», poursuivant qu'«on ne peut pas manifester quelque faiblesse que ce soit à l'égard de groupements terroristes quelles que soient les raisons politiques domestiques».

Si ces propos sont tout

autant vagues que graves, ils insinuent bien que notre pays, nommément cité, aurait quelques faiblesses en direction de «certains groupes terroristes». Il n'en fallait pas plus pour déclencher des questionnements sur cette sortie quant à notre politique dans la crise malienne. Et à la question posée sur ce qu'attend Macron de l'Algérie sur ce sujet, le porte-parole a profité pour revenir et tenter d'effacer les propos pour le moins maladroits du Président. En préambule, d'abord cette affirmation : «L'Algérie est un acteur essentiel pour la sécurité du Sahel et du Mali en particulier.» Il aurait été difficile, en effet, de ne pas le reconnaître.

Et de rappeler que «c'est sous l'égide de l'Algérie que l'accord pour la paix et la réconciliation a pu être signé en 2015. Cette feuille de route est essentielle et doit permettre le retour d'une paix durable au Mali».

C'est à Alger, en effet, et durant plus de huit mois que la diplomatie algérienne, en coopération avec les organisations internationales et la France, a pu aboutir à l'accord de paix signé en présence de toutes les parties. Se voulant plus précis, le porte-parole a poursuivi : «Notre coopération est capitale pour la mise en œuvre, en particulier dans le cadre du comité de suivi présidé par l'Algérie et dont la France est un membre actif.»

Quant à ce qui reste à faire, le porte-parole du Quai d'Orsay informe que «nous devons accentuer nos efforts communs pour y parvenir. Il nous faut également intensifier notre coopération pour lutter contre le terrorisme, notamment en soutien aux efforts du G5 Sahel». Comme on le voit, le porte-parole n'est

pas revenu sur les insinuations du Président à Gao mais ce retour plus pondéré et plus équilibré sur le rôle de l'Algérie dans la région s'est imposé, sachant au final que sans l'Algérie, la paix au Mali et plus globalement au Sahel ne peut objectivement aboutir.

Les propos d'Emanuel Macron ont-ils été seulement maladroits ? Difficile de le croire. Ont-ils été suivis par une protestation discrète de nos diplomates ? Peut-être, même si, officiellement, rien n'a transpiré ici. En tout cas, même avec cette rectification du porte-parole des AE français, les observateurs notent que ce n'est pas le premier couac venu de l'Elysée.

Les Algériens n'ont pas compris qu'une sénatrice franco-algérienne – Leïla Aïchi – candidate de la République en marche, s'est vu retirer sa candidature après des protestations marocaines et remplacée par une Franco-Marocaine et ce, pour la simple raison qu'elle défend la cause sahraouie.

Khedidja Baba Ahmed

EXAMENS DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

Le stress des parents

Hier matin, premier jour des examens de la cinquième, les enfants sont prêts devant leurs écoles, bien mis, bien coiffés, avec pour certains, un morceau de sucre dans la main, certainement, cette vieille croyance de certaines mamans algériennes. Certains ont le sourire et d'autres pas. Quelques-uns récitent et d'autres tiennent quelques échanges sur les cours. Les moins avertis parlent déjà de vacances. Les plus stressés c'étaient, bien entendu, les parents.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Ces examens, avancés de quatre jours, soit au 24 au lieu du 28 mai qui coïncide avec l'avènement du mois de Ramadhan, comptent 760 000 candidats dont 47,93% de filles, répartis sur plus de 13 000 centres d'examen, encadrés par 160 880 enseignants. Ainsi, une hausse de 55 192 candidats par rapport à la session précédente est enregistrée cette année. Au programme de ce premier jour, les candidats seront soumis à trois examens, à savoir la langue arabe et les mathématiques durant la matinée, et la langue française pour l'après-midi.

Quelques minutes avant le lancement des examens, sur les réseaux sociaux, le sujet d'examen de la langue arabe a été mis en ligne. Une fuite de sujet qui soumettra le coupable à des mesures judiciaires, a déclaré la ministre de l'Education, à partir de Béchar, lieu du coup d'envoi des examens, affirmant que cette fuite «n'aura pas de grands impacts sur les candidats, vu qu'ils n'ont pas de smartphones en leur possession».

Des épreuves qui mettent les parents dans un état de stress au plus haut point, surtout pour ceux qui vivent le premier examen officiel de leur enfant. «Je n'en peux plus, confie une maman, j'ai envie de me mettre à côté de mon fils. Ils sont si jeunes pour des examens. Il a eu du



Photo : NewPress

L'heure de vérité pour les 760 000 candidats.

mal à s'endormir, hier soir», sa voix tremble, ses yeux humides d'émotion, elle s'en va attendre à l'ombre d'un arbre que son petit finisse et sorte la retrouver.

Un couple de parents, venu accompagner leur fille, avoue avoir pris 10 jours de congé, pour l'encadrer et l'assister, «surtout qu'elle présente beaucoup de lacunes en mathématiques, mais beaucoup plus en langue arabe. Nous avons dû lui payer des cours d'arabe, afin qu'elle puisse suivre le rythme des cours, au vu des nombreuses heures par semaine, mais aussi pour pouvoir assimiler les autres cours qui se font également en langue arabe». Il est vrai, selon un autre papa qui se tenait à côté, que «ça aurait été tellement plus simple qu'on parle à nos enfants en dardja (langue dialectale), en attendant de les familiariser avec la langue arabe».

Une autre maman, sur le point de tourner de l'œil : «Mes jumeaux sont trop jeunes pour un examen officiel ! Cela fait un mois que je ne dors plus ! Ils sont stressés et exigent depuis plus d'un mois de ne pas être séparés. Ils font tout ensemble, les révisions, ils apprennent en récitant à tue-tête. Je ne sais pas pourquoi on maintient ces examens qu'on devait supprimer. Nos enfants ne sont encore que des bébés ! Il faut les entendre parler de leurs cours qu'ils ne comprennent pas toujours», dit-elle en s'appuyant sur un arbre.

Il est vrai qu'il était question de la suppression de cet examen, comme annoncée le 31 mai 2015 par la ministre, lors-

qu'elle avait déclaré elle-même, lors d'une conférence de presse au forum d'El Moudjahid, la suppression de l'examen de fin de cycle primaire : «Dès l'année prochaine (2016, ndlr), le passage au palier supérieur se fera sur la base d'un test national. Un test qui permettra d'établir un diagnostic à même de situer les dysfonctionnements que connaît ce cycle d'enseignement.» Seulement, cette proposition n'avait pas été approuvée par la famille éducative et «les mesures prises pour les examens de fin de cycle primaire (en 2016) seront les mêmes que celles adoptées l'année d'avant». Aussi, l'autre décision était que «les candidats passeront les épreuves au niveau de leur école afin de ne pas les perturber. Ainsi, ces candidats n'auront pas à se déplacer dans d'autres établissements pour passer les épreuves», avait-elle indiqué, soulignant que cette mesure contribuera à la réduction des dépenses de transport et de protection des candidats. Il est vrai que l'environnement est sacré pour l'enfant et qu'un quelconque changement pourrait avoir des répercussions négatives sur leur moral.

A la sortie de l'école, les parents d'élèves sont bien plus nombreux que les jeunes candidats, certaines mamans, pour l'anecdote, ont même vérifié si leur enfant avait bien pris les fameux morceaux de sucre introduits dans les trousseaux. Pour certains, ils n'en avaient pas assez, tandis que d'autres n'en avaient même pas pris.

M. A.-S.